



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## élargissement

Question écrite n° 90481

### Texte de la question

Les monnaies de plusieurs pays d'Europe de l'Est, polonaise et hongroise en particulier, sont entraînées en ce mois de mars 2006 dans un mouvement de baisse face à l'euro, en raison d'inquiétudes sur les déficits budgétaires de ces pays et sur leur capacité à pouvoir adopter un jour la monnaie unique. Depuis le début du mois de mars 2006, le zloty polonais et le florin hongrois ont en effet perdu près de 5 % face à l'euro. La couronne tchèque, après avoir reculé, semblait un peu se reprendre en revanche. Ainsi, pour les analystes financiers, la faiblesse des monnaies d'Europe de l'Est, devenue évidente depuis quelque temps, est en train de s'amplifier. Ce repli s'explique en partie par des facteurs techniques : la hausse des taux d'intérêt, dans la zone euro voisine rend les placements en capitaux moins attractifs en Europe de l'Est. La Banque centrale européenne a relevé d'un demi-point son taux directeur depuis décembre, à 2,5 %. Du coup, l'écart se resserre avec la Hongrie, où le taux directeur est à 6 %, ou avec la Pologne, où il est à 4 %. Mais des éléments plus politiques contribuent à affaiblir les monnaies. Dans le cas de la Hongrie, est mis en avant « le niveau élevé des déficits des comptes courants et du budget » qui refroidit l'appétit des investisseurs, et le florin hongrois « aurait les plus mauvais fondamentaux économiques » des grands pays d'Europe de l'Est et est logiquement le plus affecté par le mouvement de défiance des cambistes. Dans le climat actuel, les déficits hongrois apparaissent intenable sur la durée. Sa situation vis-à-vis de l'extérieur apparaît d'autant plus inquiétante que le pays tend à être financé par des capitaux à court terme spéculatifs. Concernant la Pologne, aux problèmes budgétaires moindres qu'en Hongrie, s'ajoute un conflit ouvert entre le gouvernement et la banque centrale nationale, au sujet d'un projet d'achat d'une banque du pays par un groupe italien, que Varsovie cherche à bloquer. En des termes inhabituellement fermes, la Banque centrale européenne a du reste rappelé à l'ordre lundi « avec beaucoup de gravité » le gouvernement polonais, l'exhortant à respecter l'indépendance de sa banque centrale. Pour ne rien arranger, le nouveau président conservateur souhaite repousser le plus loin possible l'adoption de l'euro par son pays. Du coup, nombre d'investisseurs redoutent que la rigueur budgétaire passe au second plan pour longtemps. Compte tenu de cette situation qui n'arrange pas non plus les affaires de la zone euro, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande donc à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de lui indiquer son sentiment et ses intentions au sujet de ce dossier.

### Texte de la réponse

Le forint hongrois et le zloty polonais se sont dépréciés face à l'euro sur la période récente. L'affaiblissement de ces devises est assez récent et fait suite à une période d'appréciation depuis deux ans. Il importe toutefois de veiller à la soutenabilité des politiques et des situations macroéconomiques de ces États membres. À cet égard, le traité, complété par le Pacte de stabilité et de croissance, instaure des mécanismes de suivi et permet la formulation de recommandations, en particulier en matière budgétaire. Ainsi, pour la Pologne, le Conseil des ministres des finances de l'Union européenne (conseil Ecofin) a demandé en mars 2006 au gouvernement de renforcer l'ajustement budgétaire en 2006, d'améliorer la soutenabilité à terme du système de retraites réformé et d'introduire une règle de plafonnement pluriannuel des dépenses publiques, en vue de corriger comme requis le déficit public excessif de la Pologne en 2007. Pour la Hongrie, le Conseil Ecofin a demandé en janvier 2006 que le nouveau gouvernement soumette un nouveau programme pluriannuel de finances publiques (dit programme de convergence) pour le 1er septembre, afin de préciser les mesures envisagées pour assurer la

correction du déficit public excessif du pays en 2008. Concernant la République tchèque, enfin, le Conseil Ecofin de janvier dernier a recommandé aux autorités de renforcer l'ajustement budgétaire structurel en cours, d'améliorer le cadre de la planification budgétaire en rendant plus contraignant le mécanisme de plafonnement des dépenses à moyen terme, ainsi que d'améliorer la soutenabilité à long terme des finances publiques au travers de réformes des systèmes de retraites et de santé, afin que le déficit public excessif du pays soit corrigé d'ici 2008.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

**Circonscription :** Hautes-Pyrénées (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 90481

**Rubrique :** Union européenne

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 28 mars 2006, page 3246

**Réponse publiée le :** 25 juillet 2006, page 7814